

Service vétérinaire - Environnement, santé et bien-être des  
animaux  
Pôle environnement  
32 rue Georges Polizer  
27000 EVREUX

EVREUX, le 29/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAS AGRI ENERGIE**

Impasse de La Bataille  
27350 Étréville

Références : 2023-03790  
Code AIOT : 0005805033

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2023 dans l'établissement SAS AGRI ENERGIE implanté Impasse de La Bataille 27350 Étréville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a pour objectif de contrôler sur le terrain le respect des prescriptions de l'arrêté n° DDPP 27-23-102 du 1er septembre 2023 prescrivant la mise en œuvre de mesures d'urgence à la société SAS AGRI-ENERGIE sur la commune d'ETREVILLE.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS AGRI ENERGIE
- Impasse de La Bataille 27350 Étréville
- Code AIOT : 0005805033
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de méthanisation d'autres déchets non dangereux soumise à enregistrement : rubrique 2781.2a pour un volume de 82t/jour (arrêté préfectoral n°DDPP-21-149).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Intrants	AP de Mesures d'Urgence du 01/09/2023, article 2	Sans objet
2	Sécurité	AP de Mesures d'Urgence du 01/09/2023, article 3	Sans objet
3	Eaux d'extinction	AP de Mesures d'Urgence du 01/09/2023, article 4	Sans objet
4	Biodéchets et plastiques	AP de Mesures d'Urgence du 01/09/2023, article 5	Sans objet
5	Produits chimiques	AP de Mesures d'Urgence du 01/09/2023, article 6	Sans objet
6	Biogaz	AP de Mesures d'Urgence du 01/09/2023, article 7	Sans objet
7	Surveillance	AP de Mesures d'Urgence du 01/09/2023, article 8	Sans objet
8	Biométhane	AP de Mesures d'Urgence du 01/09/2023, article 9	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les mesures prescrites par l'arrêté n° DDPP 27-23-102 ont été respectées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Intrants

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 01/09/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suspension de la collecte d'intrants
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant suspend toute collecte d'intrants en provenance d'entreprises extérieures (biodéchets, boues de step, coproduits IAA,...). La collecte de nouveaux intrants ne pourra redémarrer qu'après la mise en sécurité des installations et accord préalable du service de l'inspection des installations classées (DDPP).
<b>Constats :</b> Depuis l'incendie du 26 août 2023, l'exploitant a suspendu la collecte d'intrants en provenance d'entreprises extérieures.
<b>Observations :</b> Suite à l'inspection du 02/10/2023, la reprise de la collecte d'intrants en provenance d'entreprises externes a été autorisée par la DDPP le 03/10/2023 sous les conditions suivantes :  - la lagune de stockage étanche du digestat de 4000 m3 est isolée du process de méthanisation; aucun digestat ne pourra être déversé et stocké dans la lagune tant que les boues et eaux résiduelles polluées (incendie, plastiques) au fond de cette lagune n'auront pas été évacuées vers une entreprise agréée pour traitement. Compte tenu des conditions techniques de récupération de ces déchets, les bons d'enlèvement des déchets évacués devront nous parvenir avant le 30 novembre 2023. La reconnexion de cet ouvrage au circuit des installations de méthanisation ne pourra s'effectuer qu'après visite du service de l'inspection.  - le stockage des intrants solides s'effectue sur la plate forme bétonnée étanche dédiée avec récupération des eaux résiduaires vers le process de méthanisation.  - si le délai de traitement des matières susceptibles de générer des nuisances à la livraison ou lors de leur entreposage est supérieur à vingt-quatre heures, les produits sont stockés en milieu confiné (récipients, silos, bâtiments fermés...).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 01/09/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mise en sécurité des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de rétablir l'ensemble des systèmes de sécurité (détecteurs, capteurs, sondes...) et des alarmes avant redémarrage des installations de méthanisation. La remise en conformité des circuits électriques assurant la sécurité des installations fait l'objet d'un rapport d'expertise détaillé transmis au service de l'inspection.  En outre, les effets thermiques ayant pu altérer la structure, les éléments, l'étanchéité, la biologie du réacteur biologique en fonctionnement (phénomène de moussage) et les organes de sécurité (soupapes,...), un rapport de conformité des installations de méthanisation est transmis au service de l'inspection.
<b>Constats :</b> Au 08/09/2023, l'exploitant a transmis au service de l'inspection des installations classées de la DDPP27, les rapports demandés concernant la mise en sécurité du site :  - le rapport en date du 07/09/2023 de la société ENVITEC Biogas concernant la conformité des installations qui tient compte de l'interconnexion du digesteur de la SAS VITALIGAZ avec la SAS Agri-Energie pour la cogénération . - le rapport en date du 06/09/2023 de la société CR Normandie concernant la conformité des installations électriques. - la conclusion en date du 07/09/2023 du rapport de la société CH4 Process concernant l'étanchéité des installations.
<b>Observations :</b> Le 08/09/2023, les conditions techniques de sécurité étant réunies, la DDPP a donné son autorisation pour une remise en fonctionnement du moteur de cogénération à bas régime (70% de sa puissance). L'alimentation du digesteur à ce stade ne pourra se faire qu'à partir des intrants déjà présents sur le site et qui ne nécessitent pas une hygiénisation avec une capacité de traitement maximale de 50 t/j.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 01/09/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Gestion des eaux d'extinction
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant diligente auprès d'un laboratoire agréé des analyses des eaux d'extinction stockées dans les bassins, zones de rétention et dans la fosse d'incorporation n°2 dans un délai d'une semaine. Ces analyses porteront a minima sur les paramètres réglementés de l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2011 notamment sur métaux (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn), hydrocarbures, PCB, HAP et de l'article 2.1.3 de l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2021 sur les teneurs en inertes (plastiques, verres, métaux). Les eaux d'extinction et les jus sont évacués pour traitement vers des installations autorisées et adaptées suivant les teneurs relevées par les analyses sus-mentionnées dans un délai de 15 jours après réception des résultats d'analyse. L'exploitant informe l'inspection des installations classées de l'avancement de ces opérations.
<b>Constats :</b> Les eaux d'extinction ont fait l'objet de prélèvements en vue d'analyses le 31/08/2023. Les rapports d'essais ont été établis le 19 septembre 2023 par un laboratoire agréé.  Ces rapports d'essais ont été transmis à la DDPP de l'Eure par l'exploitant dès leur obtention.  Les eaux d'extinction ont fait l'objet d'une évacuation pour traitement : collecte de 184.96 tonnes par une entreprise autorisée entre le 18 et le 25 septembre 2023.  Les documents relatifs à cette évacuation ont été transmis à la DDPP de l'Eure par l'exploitant le 03/10/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Biodéchets et plastiques

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 01/09/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Évacuation des biodéchets et des plastiques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant évacue les déchets organiques et plastiques résiduels sur le site vers des installations autorisées dans un délai de 15 jours afin d'éviter toute production de nouveaux jus sur le site.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait procéder à l'évacuation des déchets organiques et plastiques résiduels sur le site vers des installations : collecte de 104,38 tonnes de biodéchets par une entreprise autorisée entre le 31/08/2023 et le 06/09/2023 ; collecte de 24,54 tonnes de DIB plastiques le 06/09/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 5 : Produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 01/09/2023, article 6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Évacuation des produits chimiques dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant évacue le chlorure ferrique résiduel encore présent dans le silo partiellement détruit vers une installation autorisée sous 8 jours.
<b>Constats :</b> Le chlorure ferrique résiduel a été évacué du site : collecte de 14,38 tonnes par une entreprise

autorisée le 08 septembre 2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Biogaz

**Référence réglementaire :** AP de Mesures d'Urgence du 01/09/2023, article 7

**Thème(s) :** Autre, Gestion du Biogaz présent dans les installations

**Prescription contrôlée :**

L'ensemble du biogaz et du biométhane présent dans les installations doit être purgé et éliminé via les torchères présentes sur le site de façon continue et tout au long de sa production. L'exploitant remet en fonctionnement les torchères automatiques dans les meilleurs délais. L'exploitant informe le service de l'inspection de l'avancement des opérations.

**Constats :**

Les torchères automatiques ont été remises en fonctionnement depuis le 29/08/2023 : information de la DDPP le 30/08/2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Surveillance

**Référence réglementaire :** AP de Mesures d'Urgence du 01/09/2023, article 8

**Thème(s) :** Autre, Surveillance du site

**Prescription contrôlée :**

Jusqu'à récupération de la totalité des systèmes de détection qui ne fonctionnent pas sur le site, l'exploitant met en place des mesures de surveillance temporaire 24h/24, 7 jours/7 avec des moyens de détection portatifs.

**Constats :**

L'exploitant dispose de moyens de détection portatifs. Une présence humaine 24h/24h, 7j/7 a été mise en place par l'exploitant suite à l'incendie.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Biométhane

**Référence réglementaire :** AP de Mesures d'Urgence du 01/09/2023, article 9

**Thème(s) :** Autre, Production de biométhane

**Prescription contrôlée :**

La ligne de production de biométhane étant momentanément suspendue, le digesteur dédié sera raccordé à la cogénération. Un rapport sur la conformité des installations (caisson de filtration, canalisations, ESP,...) est transmis au service de l'inspection avant toute reprise d'activité.

**Constats :**

Installations de biométhane à l'arrêt, en attente de reconstruction

**Type de suites proposées :** Sans suite